



Dossier de campagne

Droit des migrants, discriminations...
Les Nouvelles de Loire-Atlantique vous proposent dans ce numéro, le premier volet d'une série de dossiers consacrés aux élections nationales de 2007

Lire page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 816

jeudi 2 novembre 2006

prix: 0,70 €



La Conférence nationale du Parti Communiste propose Marie-George BUFFET comme candidate du rassemblement antilibéral de gauche pour l'élection présidentielle. Les adhérents du PCF son appelés à voter les 10 & 11 novembre pour confirmer ce choix.

■ PRÉSIDENTIELLES P 2

Les communistes en ordre de marche après la Conférence nationale de leur Parti.

■ DÉMOCRATIE P 3

L'ensemble des adhérents du PCF appelés à voter sur la stratégie de leur Parti et la candidature à l'élection présidentielle. Mode d'emploi.

■ POMPIERS EN LUTTE P 5

Une nouvelle fois, les pompiers sont en action



pour la reconnaissance de leur profession.

■ ÉNERGIE P 6

« Soyons cohérents » c'est en ces termes que Claude AUFORT nous interpelle dans un article sur les questions énergétiques.

■ DEVOIR DE MÉMOIRE P 8

L'inauguration du Musée de Châteaubriant : une nouvelle étape dans le devoir de mémoire.

www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Tous derrière

Pour une trentaine de circonscriptions données gracieusement par le Parti socialiste aux radicaux, Christiane TAUBIRA a dû abandonner l'idée de se lancer, au nom de son Parti, dans une nouvelle campagne pour la prochaine présidentielle. Drôle de démocratie pour le président du PRG qui s'était, semble-t-il, mis d'accord avec ses amis socialistes avant que ne s'ouvre le Congrès de sa formation politique.

Les gros travailleurs

Le ministre de l'économie, Thierry BRETON, vient de se réjouir des propos de la patronne des patrons, sa camarade Laurence PARISOT, qui vient de demander l'abrogation de la loi AUBRY sur les 35 heures. Vraiment, ils sont infatigables ces hommes et ces femmes des hautes sphères de la finance quand il s'agit de mettre à sac le droit du travail et les acquis sociaux.



Fabricants d'émeutes

Nous pouvons nous demander un an après les événements des banlieues, si les médias ne sont pas devenus une formidable fabrique à émeutes. C'est en effet à celui qui par ses propos, ses images ou interview, mettra le plus d'huile sur le feu. Il y a des jeux, messieurs où il est peut-être bon de ne pas trop s'adonner. Si l'audimat ou la vente de papier est à ce prix-là... non merci, je n'en suis pas !

A droite toute

Si le chef SARKOZY verrouille totalement les investitures de l'UMP à travers la France, il réserve un traitement particulier aux députés villiéristes de Vendée en leur garantissant de ne pas faire une miette d'ombre à leur candidature et de ne présenter aucun candidat devant eux. C'est vrai que risquer un crépage de chignon quand on pense la même chose est absolument inutile....

Libéralisme, quand tu nous tiens

Suez n'a pas encore eu le temps d'aller au bout dans sa conquête de GDF que déjà les affairistes sortent de l'ombre comme les loups du bois. C'est ainsi que PINAULT est prêt à racheter le nouveau né pour une poignée d'euros, plus exactement 28 milliards. Et pendant ce temps-là, le gouvernement continue, à qui veut l'entendre, de proclamer que la solution est bien celle de la privatisation...

On ne double pas à droite

S'en prenant à quelque 40 bagagistes de Roissy à qui il enlève l'accréditation, SARKOZY emboîte le pas de son ami Philippe DE VILLIERS qui, il y a quelques mois, écrivait que l'aéroport parisien était un repère musulman, donc terroriste selon ses conclusions. On ne me double pas sur ma droite, semble ainsi dire le ministre de l'intérieur qui n'hésite pas à appliquer le « délit de sale gueule » pour déclarer ensuite qu'il n'est pas raciste...

Point de vue

Par Michel RICA



S'installer dans un bipartisme sans espoir ou bien ouvrir une alternative populaire aux politiques libérales : c'est l'enjeu des débats qui occuperont la Conférence nationale des 21 et 22 octobre. C'était d'ailleurs le sens de l'intervention de clôture de Marie-George BUFFET, fixant notre

Un débat qui permit aux délégués des Fédérations d'exprimer les différences d'opinion et qui fut tranché par le vote majoritaire d'une résolution proposant la candidature de rassemblement de la « gauche antilibérale » de Marie-George BUFFET. Cette proposition implique une mise en mouvement offensive des communistes pour donner toute sa force et sa légitimité à la candidature communiste au sein des « collectifs unitaires et populaires ». Le déploiement d'une activité de terrain, autour des propositions de notre programme et avec notre proposition de candidature, laquelle sera soumise au vote des communistes les 10 et 11 novembre prochain, est seule de nature à rendre incontournable l'apport du Parti Communiste pour battre la droite et construire l'alternative politique.

« Les communistes engagés et rassemblés »

objectif : « construire à gauche une majorité populaire et politique sur un projet apte à changer la vie ». Cet objectif ambitieux, « politiquement incorrect », résulte, ajoutait la secrétaire nationale du PCF, de notre volonté de battre la droite et de réussir à gauche. Pour cela, la Conférence a débattu sans détours de stratégie : faut-il que Marie-George BUFFET soit proposée aux collectifs antilibéraux comme candidate unitaire et est-ce possible ?

« Nous ne sommes pas la gauche de la gauche, nous voulons changer toute la gauche pour réussir le changement » précisait Marie-George BUFFET dans son intervention, appelant toutes celles et tous ceux avec lesquels nous travaillons à donner à voir qu'il existe dans ce pays une force, une volonté de rompre avec les politiques libérales menées depuis des décennies.

De la Conférence nationale à la consultation des communistes

La Conférence nationale, réunie à Villejuif les 21 et 22 octobre, avait à son ordre du jour la candidature à l'élection présidentielle. Deux votes devaient conclure les travaux : l'un sur l'adoption d'une résolution avançant dans le cadre de la démarche de rassemblement la proposition de candidature de Marie-George BUFFET ; l'autre sur l'adoption du bulletin de vote qui permettra aux communistes de se prononcer les 10 et 11 novembre et de choisir entre Marie-George BUFFET, proposée comme candidate du rassemblement antilibéral de gauche, Maxime GREMETZ ou Jean-Jacques KARMAN, candidats déclarés pour le PCF (André GERIN ayant retiré sa candidature). S'agis-



sant du bulletin de vote l'expression « le PCF propose » fut préférée à celle de « le PCF présente », cette formulation étant défendue par un certain nombre de délégués soucieux de mettre le Parti en campagne tout de suite.

Les résultats des votes (à bulletins secrets) furent les suivants : la résolution a été adoptée par 581 voix (80,7 %) contre 139 (19,3 %), le bulletin de vote a, quant à lui, recueilli l'approbation de 581 délégués (82,07 %) contre 127 (17,93 %). C'est donc un bulletin de vote com-

portant trois choix de candidatures qui sera soumis au vote de tous les adhérents du PCF lors d'une consultation prévue les 10 et 11 novembre. Quant à la résolution, elle précise le sens de la « candidature unitaire » de Marie-George BUFFET laquelle garantira l'expression de la diversité du rassemblement ; une candidature présentée comme « **crédible, capable de porter un programme antilibéral de façon populaire, une candidature de stature nationale...** » Après le vote des communistes, cette candidature sera soumise au débat des collectifs unitaires et populaires au nombre d'un peu plus de 600 aujourd'hui dans le pays (4 dans le département, à Nantes, Saint-Nazaire, Rezé et à l'Université, plusieurs autres étant en cours de constitution). Il devait être enfin précisé lors de la Conférence nationale que les communistes exerceront leur souveraineté jusqu'au bout s'agissant des choix définitifs de leur Parti.

De vous à moi...

Si la règle démocratique consiste à appliquer les décisions prises, ce qu'il n'est nullement question de remettre en cause, elle n'estompe toutefois pas le souci, que chacun de nous peut avoir, de réfléchir aux problèmes posés.

C'est ainsi que la désignation par 80 % des délégués à la Conférence nationale du Parti de Marie-George BUFFET n'écarte pas les risques de voir la souveraineté des communistes remise en cause par des BOVE, Clémentine AUTAIN ou encore Patrick BRAOUZEC pour ne citer qu'eux.

En effet, même si Marie-George BUFFET est désignée par les communistes, ce qui ne fait à mon avis, aucun doute, elle ne sera, d'abord, pas la candidate du Parti Communiste mais proposée à la candidature du rassemblement antilibéral. Elle ne sera peut-être d'ailleurs jamais investie, malgré le vote des communistes, car, c'est ensuite le collectif antilibéral qui, en dernier ressort, décidera de la candidature.

A entendre le soir même de la Conférence nationale du Parti, sur France 2, José BOVE et Clémentine AUTAIN, lors de l'émission France Europe Express, on peut nourrir toutes les craintes et les doutes, de voir les communistes dépouillés de leur souveraineté quand les deux invités de Christine OCKRENT émettent les plus grandes réserves sur les capacités de rassemblement de Marie-George Buffet, donc à être candidate...

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Le débat s'organise

Dans le département, plusieurs collectifs anti-libéraux se sont créés ou sont en voie de l'être.

C'est ainsi qu'après le collectif nantais qui a fait l'objet d'une nécessaire discussion entre les participants pour que les communistes y trouvent pleinement leur place, un collectif nazairien antilibéral d'union populaire vient de voir le jour le 17 octobre à l'initiative des communistes de la ville. Le collectif qui réunit des citoyens de diverses sensibilités, s'appuie sur le prolongement politique du référendum du 29 mai et la victoire contre le CPE. A Rezé, ce sont une trentaine de participants divers, du PCF à la LCR, de simples citoyens, des responsables syndicaux et associatifs qui se sont également retrouvés pour créer un collectif. D'autres initiatives pour la création de collectifs sont en préparation notamment à Montoir, Saint Malo de Guersac, Trignac, Vertou-les Sorinières...

A Bellevue à Nantes, à la Fac ou à Savenay, les communistes ont mis en place des dispositifs pour créer des lieux de débats et d'action. C'est ainsi qu'à Savenay, le forum citoyen, qui se réunit régulièrement depuis plusieurs années, a décidé d'être de façon permanente au cœur de la ville sur le marché et autres lieux, pour élargir les rapports avec les citoyens.

Nous reviendrons plus longuement sur le sens et l'activité des Collectifs d'union populaire antilibéraux lors de notre prochaine édition du 16 novembre.

Candidature et stratégie pour l'élection présidentielle :

Consultation des communistes les 10 & 11 novembre

Conformément aux statuts du Parti, la Conférence nationale a adopté le bulletin de vote qui sera soumis à tous les communistes, les 10 & 11 novembre prochains. Ce bulletin de vote propose 3 choix :

1) Je me prononce pour que le Parti Communiste Français propose Marie-George BUFFET comme candidate du rassemblement antilibéral de gauche à l'élection présidentielle, conformément à la décision adoptée par la Conférence nationale.

2) Je me prononce pour que le Parti Communiste Français présente Maxime GREMETZ à

l'élection présidentielle.
3) Je me prononce pour que le Parti Communiste Français présente Jean Jacques KARMAN à l'élection présidentielle.

Déroulement des opérations de vote :

Chacun des 1700 adhérents du Parti Communiste en Loire-Atlantique recevra par la Poste entre le 2 et le 6 novembre le matériel nécessaire pour voter.

* Un « Liaison info » donnant des modalités pratiques pour voter.

* Un bulletin de vote et une enveloppe de vote
* Une enveloppe T à destination de la Fédération pour voter s'il le désire par correspondance.

Comment voter :

* Il est possible à chaque adhérent de voter soit physiquement au local de sa Section (voir détail ci-dessous) ou à la Fédération.

* Par correspondance grâce au matériel qui lui sera envoyé par la Poste.

* Par mail « pcf44@wanadoo.fr » en indiquant son nom et sa section.

* Par procuration auprès d'un militant du Parti de sa section.

Les lieux de votes

Il sera possible pour les adhérents de voter à :

* Nantes, local de la Section 22 rue des Hauts-Pavés, le vendredi 10 de 14h à 19h et samedi de 10h à 12h et de 14h à 17h.

* Saint-Nazaire, local de Section 18 rue des Halles, vendredi 10 de 15h à 19h et le samedi 11 de 10h à 12h et de 15h à 17h.

* Rezé, local de section 30 bis rue des Chevaliers, vendredi 10 de 10h à 17h sans interruption et samedi de 10h à 17h sans interruption.

* Brière permanence salle des associations derrière la mairie de Saint-Joachim vendredi 10 de 17h à 19h.

* A la Fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes pour tous les camarades des autres sections qui désirent voter « physique-ment » vendredi 10 de 9h

à 12h et de 14h à 18h et samedi 11 de 10h à 12h et de 15h à 17h.

Clôture du scrutin

La réception des votes devra se faire au plus tard le samedi 11 novembre à 17h (Rappelons que le 11 novembre est un jour férié permettant à chacun de pouvoir prendre ses dispositions pour voter dans les délais). Le dépouillement, ouvert à tous les communistes, s'effectuera immédiatement après la clôture du scrutin dans les différents lieux de vote et les résultats seront immédiatement centralisés à la Fédération. Tous bulletins reçus après cette date et heure ne seront pas comptabilisés.

Communication des résultats

Dès leur validation, les résultats seront disponibles sur le site internet de la Fédération www.pcf44.com

Politiquement incorrecte

Depuis quelque temps, nous sommes obligés de constater que les choix éditoriaux du quotidien Ouest France, échappent de plus en plus à l'élémentaire principe de l'information et s'enferment dans des soutiens inconditionnels. Durant la campagne du référendum, on nous a expliqué que « l'ancrage » du journal pour le OUI n'était pas indépendant du positionnement de son président. Soit, prenons acte même si nous ne partageons pas... Maintenant, que penser de la place laissée autour des débats au sein du Parti socialiste, du nombre d'articles, photos s'y rattachant... C'est peut-être parce que... Je n'ose ni le croire ni l'écrire. Quoi qu'il en soit, l'objectivité du traitement de l'événement devrait être une logique pour tout média dit d'information. Il ne s'agit pas qu'il reste neutre, indolore et incolore, mais il ne peut se contenter d'évacuer, de rogner, d'écarter, de mépriser

tout ce qui ne lui plaît peut-être pas mais qui existe et qui a trait comme c'est le cas actuellement au Parti Communiste Français. Au lendemain de la Conférence nationale du Parti Communiste Français, le résumé fait des travaux, qui ont et auront obligatoirement une résonance nationale importante, est tout simplement politiquement et déontologiquement incorrect. 24 lignes sur une colonne dans la rubrique « Politique en bref » en page 4 de l'édition du 23 octobre... un traitement quasi identique pour « Jean-Michel JARNY candidat du CNI » 8 lignes sur une colonne double ou pour « GISCARD D'ESTAING citoyen d'honneur de Coblence » 9 lignes sur une double colonne le tout dans la même rubrique ; sans parler des 49 lignes et une grande photo pour « Christiane TAUBIRA privée de candidature ». Est-ce un pavé dans la Loire... certainement mais un pavé qui peut encore faire quelques remous...

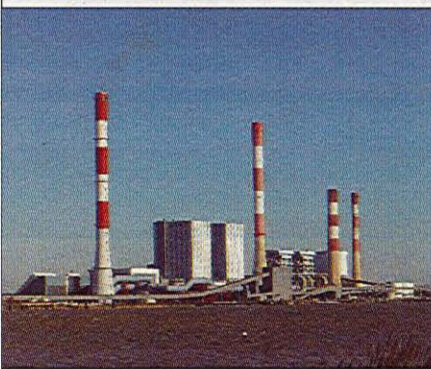
Y.C.

1936-2006, le Front populaire en images

La section de Loire et Sèvre du PCF organise le samedi 18 novembre à partir de 18h30, un buffet avec soirée dansante, salle Marcel Paul à Basse-Goulaine. Cette initiative est ouverte à tous, les tarifs sont de 8 euros pour les adultes et de 5 euros pour les enfants de moins de 12 ans



Quel avenir énergétique ?



A l'initiative du Parti Communiste Français et des élus communistes et républicains des régions des Pays de la Loire, de Bretagne et de Normandie, une rencontre-débat se déroulera le mardi 14 novembre à 18h30 salle du Vieux Château à Laval.

Sur le thème « Quel avenir énergétique en France, en

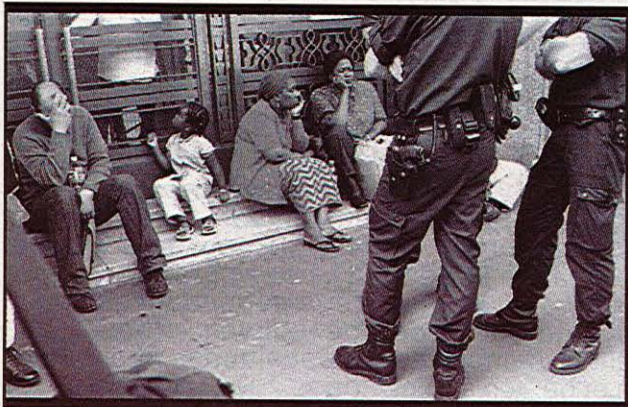
Europe et dans le monde ? » Daniel PAUL, député communiste de Seine-Maritime, Hervé NIFENECKER, Conseiller scientifique au CNRS et Jean BARRA, de la Fédération CGT Mines-Énergie, participeront à cette initiative.

A l'heure où des questions importantes émergent sur les ressources énergétiques de la planète, où les aspects des énergies renouvelables se posent en terme d'efficacité et de suffisance, où la place de l'énergie nucléaire est en débat, la maîtrise de l'ensemble des sources énergétiques en cause et la mise en concurrence et la privatisation des entreprises publiques, l'importance d'une telle initiative n'est pas à démontrer.

Tous les lecteurs qui seraient intéressés pour participer à cette rencontre débat, peuvent se faire connaître auprès de la Fédération du Parti communiste pour organiser le déplacement à Laval. Tel 02 40 35 03 00.

Droit des migrants, discriminations

L'heure des choix !



La question des migrants et des sans-papiers est de celles qui suscitent de nombreuses polémiques. Pourtant, derrière le populisme de SARKOSY et la haine de LE PEN, il y a des hommes et des femmes qui vivent des situations parfois insoutenables. L'été s'est ouvert sur la chasse aux sans-papiers organisée par SARKOSY jusque dans les écoles. Elle

s'est opposée à la solidarité de citoyens mobilisés avec des associations et des forces politiques de gauche. Elle se termine sur le drame humain de l'évacuation du squat de Cachan organisé de manière très médiatique par un ministre de l'intérieur soucieux de ménager l'électorat d'extrême droite. Là encore, une mobilisation extrêmement large a permis le relo-

gement de ces centaines de familles.

Au-delà de ces mobilisations qui répondent à l'urgence sociale, la question politique du droit des migrants, reste posée et occupe une place importante dans une pré-campagne présidentielle hantée par le spectre du 21 avril 2002 et la progression des idées de l'extrême droite.

A droite, le choix est fait et il est clair, voilà 5 ans que le ministre de l'intérieur chasse sur les terres du Front National. Chacune de ses prises de position est orchestrée médiatiquement : lorsqu'il affirme le caractère ethnique des émeutes de Novembre dernier (il sera sur ce point contredit par ses

propres services), lorsqu'il s'affiche en tenant de la fermeté, en faisant peser la menace d'expulsion sur les sans-papiers scolarisés ou encore en évacuant le squat de Cachan. Sur fond de crise sociale, le terreau est fertile pour stigmatiser l'immigrant. Et pourtant, pour satisfaire les besoins du patronat, la droite affiche sans complexe le caractère

À gauche, où la mobilisation est unitaire contre chaque action de la droite, les divergences de fond se font jour. Au Parti socialiste par exemple, on retrouve depuis 1981 la proposition de droit de vote des étrangers aux élections locales... Ce n'est toujours pas fait. De la même manière que la question des régularisations se

veut être traitée avec un « humanisme » qui laisse place à toutes les interprétations. Du côté des collectifs antilibéraux, on parle bien sûr d'abrogation des lois de droite et de la loi CHEVENEMENT, comme d'une mesure de régularisation mais des divergences apparaissent sur la

question du droit de vote des étrangers. Des questions sur lesquelles les communistes, qui sont de toutes les mobilisations, ne veulent pas transiger. Leur programme prévoit de faire des discriminations une grande cause nationale, mais aussi la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité aux élections pour les étrangers et la facilitation de l'accès à la citoyenneté française. Droit des migrants, discriminations ou l'heure des choix dans une élection présidentielle qui doit permettre de résoudre les situations indignes que subissent en France de trop nombreuses personnes.

Résoudre les situations indignes que subissent en France de trop nombreuses personnes »

nécessaire de l'immigration. Il s'agit donc de mettre en œuvre une « immigration choisie » et de poursuivre la chasse aux sans-papiers.

tion des lois de droite et de la loi CHEVENEMENT, comme d'une mesure de régularisation mais des divergences apparaissent sur la

Delphine BOUFFENIE

Adjointe au maire de Nantes

NLA : Que penses-tu de la situation actuelle des migrants ?

Delphine BOUFFENIE : Elle est inadmissible. L'accès au droit se dégrade et l'obtention d'un titre de séjour ou même, la demande de nationalité française, deviennent un vrai parcours du combattant. Toute remise en cause des dogmes de l'immigration maîtrisée est taxée d'angélisme et d'irresponsable. Or, ce qui est irresponsable c'est d'instrumentaliser les peurs et prétendre que la solution consiste à se protéger d'une « invasion ». Il faut rappeler que 80 % de la migration mondiale, se fait de pays pauvre à pays pauvre. On



ne peut accepter d'être une mondialisation libérale où tout circule sauf les hommes et les femmes pauvres. Il est de la responsabilité de la gauche d'apporter des réponses claires à ces questions.

NLA : D'autant plus que les discriminations progressent...

D. B. : En plus des difficultés d'accès au droit, les discriminations créent de fait des citoyens de seconde zone. Elles s'ajoutent aux problématiques sociales et rendent la vie impossible à nombre de nos concitoyens. Le droit du sol n'existe plus dès lors qu'on renvoie à leurs origines des citoyens dont les parents étaient déjà Français. Et certains à gauche ont une part de responsabilité en suivant la droite sur les questions d'immigrations pour ne pas apparaître comme « irrespon-

sables ». C'est favoriser le racisme et le rejet de l'autre. Il n'y a qu'à voir les raccourcis qui ont été faits entre immigration/quartier/délinquance lors de la crise des banlieues de 2005, très peu ont eu le courage de remettre en cause.

NLA : Quelle peut être l'action des communistes et de leurs élus ?

D. B. : Il faut avoir le courage de s'opposer à la droite et à ses politiques de stigmatisation des migrants. Le projet des communistes a toujours été fondé sur la solidarité. Cela s'applique concrètement lorsque les communistes et leurs élus répondent à l'urgence sociale lors de l'évacuation de Cachan. A Nantes, des outils comme le Conseil Nantais pour la Citoyenneté des étrangers ont été mis en place et toute la gauche s'est engagée dans le soutien aux enfants sans papiers menacés par la police de SARKOSY. La gauche doit avoir le courage de porter dans les institutions le droit de vote des étrangers et de la régularisation de tous les sans-papiers.

Ils ont dit :

Michelle HAZEBROUCK
militante à la Ligue des droits de l'Homme

Votre journal m'ayant demandé, un point de vue personnel, en tant que responsable associative, sur le thème « **Droit des migrants, discriminations, l'heure des choix** », je vous dis ce qui me paraît essentiel.

Le droit d'asile en France est menacé de disparition, les nouvelles lois sur l'immigration détruisent de façon de plus en plus directe, ce droit universel. La France se met maintenant en infraction complète avec les conventions internationales dont elle est signataire.

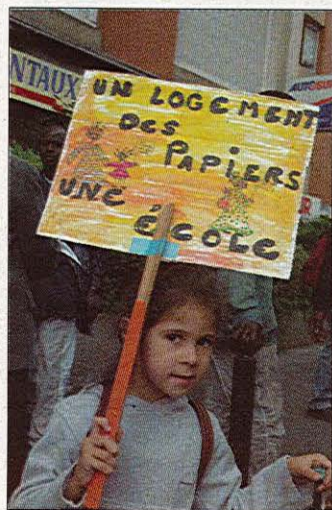
Pour l'entrée et le séjour des étrangers en France, apparaît clairement une politique de sélection et une volonté de précariser

l'immigré en situation régulière en multipliant les obstacles à l'obtention des titres de résidents.

On assiste à une véritable atteinte du statut de demandeur d'asile et des droits des étrangers en général. L'immigrant n'est plus accueilli en fonction de sa situation personnelle mais en fonction des besoins du pays « d'accueil » en main d'oeuvre manuelle ou intellectuelle.

A l'heure où toutes les formes de protection, sociales ou non, sont battues en brèche, il nous faut défendre tous les SANS... que génère ce système.

« Il nous faut défendre tous les SANS »



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Déremboursement

Des médicaments bientôt déremboursés parce qu'ils sont considérés comme rendant un service médical insuffisant. Pourquoi alors maintenir leur mise sur le marché ? Pourquoi autoriser qu'ils soient encore prescrits par les médecins ? La hausse de TVA sur ces médicaments, puisque leur taux va passer de 2,1 % à 5,5 %, est un moyen peu avouable d'augmenter les recettes fiscales de l'Etat, alors que les grands gagnants d'une telle disposition seront une fois encore les laboratoires.

Situation catastrophique

Selon une enquête de la Fédération Hospitalière de France, 309 établissements hospitaliers sur 476, dont 26 CHU sur 29, se déclarent en situation de déficit prévisionnel, et la Fédération s'inquiète de devoir être contrainte de compresser le personnel pour limiter les effets dévastateurs de ces sous-financements chroniques.

Médecin en colère

Dans une lettre ouverte, un médecin dénonce combien le contrat « médecin traitant » est pénalisant pour les malades et pour les médecins eux-mêmes. Il décide de ne plus tenir compte des avis concernant les pseudo économies que la CPAM demande de faire sur le dos des gens : réduction des arrêts de travail, par ex., ou de prescrire moins... Il refuse de constater cette répression individuelle sur les personnes qu'il soigne, souvent très fragilisées dans leur vie.

Droit international

Le TNP (Traité de Non-prolifération nucléaire) signé par 186 États dont la France, fait du désarmement nucléaire une obligation du droit international (article 6 du TNP). Les États dotés de l'arme atomique se sont engagés à éliminer leurs bombes atomiques en échange de quoi les États non dotés se sont engagés à ne jamais en posséder. États dotés : USA, Russie, Royaume Uni, France, Chine, Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord.

Et pourtant !

La France développe actuellement de nouvelles armes en violation de son engagement : essais nucléaires en laboratoire au Barp près de Bordeaux, nouveaux sous-marins nucléaires (SNLE-NG), 40 nouveaux missiles M45, 400 nouvelles bombes atomiques TN 75, nouveaux avions armés de bombes atomiques (Rafale à Istres et Landivisiau). La France programme déjà leur remplacement dès 2012. Qui va payer ?

Quelques données chiffrées

- 46 milliards d'euros = budget de la Défense
 - 20 milliards d'euros en 2006, pour les nouvelles armes
 - 15 milliards pour le M51 (coût total du programme)
 - 4 milliards d'euros par an (uniquement en crédits d'équipement) pour les armes nucléaires
- Un milliard d'euros = 100 lycées de 10 000 m².

8 novembre

La direction SNCF s'insurge de la grève annoncée pour le 8. Ainsi, les cheminots n'auraient aucune raison objective de se mobiliser ce jour-là. La direction n'aurait connaissance d'aucune revendication et cette grève serait uniquement « préventive et rituelle ». Or, les incessantes restructurations, réorganisations, filialisations qui menacent l'avenir du service public SNCF, les suppressions d'emplois (14 000 depuis 2002), la situation du fret, les salaires sont là pour rappeler qu'on est loin du compte.

Contre la libéralisation postale

Dans la suite logique du processus de privatisation engagé au travers des directives postales de 1997 et de 2002, de la loi de « régulation » du 20 mai 2005, des restructurations incessantes et brutales imposées par la direction qui participe et anticipent la libéralisation totale des activités postales, la commission européenne vient de proposer de libéraliser le courrier ordinaire pour le 1^{er} janvier 2009.

La volonté de privatiser la quasi-totalité des secteurs à marche forcée, ne semble plus répondre qu'au dogme de la concurrence, sans aucune considération de l'intérêt général. Même le maintien d'un service universel promis par la Commission ne bénéficie pas d'un financement suffisant. Ce service permettrait de garantir à chaque usager, au moins une distribution et une levée du courrier, 5 jours par semaine, quel que soit son lieu d'habitation.

Cette nouvelle offensive est lourde de conséquences sur le devenir du service public postal. Ce serait encore une fois, les salariés et les usagers qui en paieront le prix fort avec l'envolée des tarifs, une nouvelle dégradation de la qualité de service, la réduction drastique de l'emploi et le nivellement vers le bas des droits et des salaires.

Le 29 mai 2005, les citoyens ont dit NON à cette casse programmée des services publics. Et les offensives gouvernementales ne cessent de se multiplier. C'est le cas de GDF, et maintenant du service postal.

La CGT appelle l'ensemble des postiers à une journée nationale et unitaire de grèves et de manifestations le 14 novembre 2006, tous les usagers que nous sommes, sont invités à participer massivement aux initiatives organisées dans le département pour condamner la tentative de mise à mort de la Commission européenne sur le secteur postal.



Vivre ensemble

Le droit de vote des étrangers a, du 16 au 21 octobre, été plébiscité. 89,38 % des 4322 votants ont dit OUI à la participation des étrangers non communautaires aux élections locales. Nous devons tout faire pour que cela soit dans le débat des présidentielles. Il s'agit de reconnaître, sans plus tarder, la citoyenneté de

citoyens migrants non naturalisés. Il s'agit de réactualiser le principe d'égalité, élément fondateur de la République et de la démocratie. Il s'agit de revaloriser dans son principe et dans la pratique, la souveraineté populaire. C'est une simple mesure de justice vis-à-vis de tous ceux et celles qui contribuent aux richesses du pays, à son développement et à son rayonnement. C'est une urgence pour sortir de la crise politique, combattre le racisme et les discriminations.



Sapeur pompier, plus t'es près du feu, moins tu gagnes !

Rencontre avec Stéphane BŒUF, délégué CGD SDIS 44

« Depuis le 9 octobre, à l'appel de la CGT et des Autonomes, les Sapeurs pompiers professionnels de France sont en grève et les slogans « EN GREVE, EN COLERE ou encore RAS LES BOTTES » sont apparus sur les véhicules rouges. Mais pourquoi sont-ils en colère ?

Notre crainte est de voir les SPP être sortis de la Fonction Publique Territoriale pour la création d'un titre V de la sécurité civile. Nous sommes attachés à la FTP et souhaitons notre enracinement au sein de celle-ci. Bien sûr cela a mis le feu au baril de poudre et les vieilles revendications sont ressorties.

La reconnaissance légitime de la dangerosité et de la pénibilité de notre métier n'a pas avancé et aucune perspective sur la fin de carrière depuis 2004. Merci aux signataires du relevé d'étape !!! Et bien sûr, merci à Monsieur SARKOZY avec son effet d'annonce que le métier de pompier était dangereux, nous avons gagné des sur-primés d'assurances. Cette revendication principale doit aboutir, si rien n'avance, demain les pompiers de plus de 55 ans seront encore là. Où est la

reconnaissance des bons et loyaux services rendue à nos citoyens. NON A UNE RECONNAISSANCE avec des médailles à titre posthume, OUI A UNE RECONNAISSANCE pendant notre carrière. Sur la filière, le quota national est de 5 700 majors, les emplois de majors recensés sont à peine de 3 000.

Alors, 3 000 majors, c'est 3 000 adjudants et 3 000 sergents puisque nous sommes dans la règle des quotas. De plus, les présidents de SDIS ont vu un gain financier en limitant l'ouverture des postes de majors mais, à contrario, en augmentant les responsabilités des adjudants (voir de certains sergents) des postes de chefs de garde réglementairement réservés aux majors. Nous réclamons un véritable déroulement de carrière du Sapeur au Major.

En conclusion, les dossiers piétinent. Le 25 septembre, nous étions entre 7 et 8 000 SPP à Paris. Et bien sûr, ceux qui étaient sur le périphérique, Porte de Vincennes, pensent déjà au Paris du 16 novembre. Et bien oui, si c'est nécessaire, nous y retournerons, tous ensemble et MOTIVES, MOTIVES comme dirait le groupe Zebda »

Retraités méprisés

Le pouvoir d'achat des retraités a reculé de près de 10 % depuis dix ans. Une part croissante de pensions ne dépasse même pas le SMIC face au mépris le plus total du gouvernement. La moitié des nouveaux retraités, dont 75 % de femmes, ne bénéficient que de 750 euros par mois. Le gouvernement espère sans doute utiliser la paupérisation croissante des retraités pour les contraindre à reprendre un emploi, portant ainsi un nouveau coup au droit à la retraite. Il est urgent de revaloriser le pouvoir d'achat des retraités et de l'indexer sur l'évolution des salaires. La véritable question qui se pose est donc celle du financement. Ces mesures peuvent être assurées par une mise à contribution des revenus financiers au même niveau que les salaires.



Evènements, culture, idées.

Énergie : « Soyons cohérents »

Par Claude AUFORT, animateur de la Commission « énergie » du

Les débats autour du contenu du programme énergétique de la gauche antilibérale, ont retenu l'attention des membres de la Commission « énergie » du PCF. Deux questions relatives au nucléaire sont importantes pour la cohérence de ce programme : un éventuel moratoire sur la construction d'un réacteur EPR à Flamanville et l'arrêt envisagé du site de Fessenheim.

Les communistes sont d'accord avec l'objectif du programme de promouvoir un autre type de développement au travers d'une redéfinition du type de croissance, de production et de consommation. Ils sont d'accord avec l'organisation d'un référendum sur l'avenir du nucléaire dans notre pays. Mais, concernant l'avenir de l'EPR et de Fessenheim, les membres de la Commission « énergie » désapprouvent le moratoire sur l'EPR et l'arrêt de Fessenheim. Pourquoi ?

La décision du moratoire, si elle était prise, remettrait en cause le développement durable que nous défendons. Dans la situation présente, le prototype EPR est aujourd'hui un enjeu clé de l'engagement futur de la France sur le nucléaire. Il constitue le point de départ du renouvellement du parc nucléaire d'EDF en attendant les réacteurs de la 4ème génération.

La décision de le construire n'a que trop tardé pour répondre aux besoins en électricité des Français. Aucune réalisation n'a été lancée depuis plus de 10 ans. Rares sont les industries qui seraient capables de résister à un tel plan de charge intermittent et aléatoire. Or, notre industrie nucléaire est reconnue dans le monde entier. Elle représente entre 3 et 4 % du PIB de notre pays et mobilise entre 100 000 et 150 000 emplois. Avec un moratoire sur l'EPR, nous nous engagerions dans un affaiblissement, voire dans la disparition, avec ses conséquences sur l'emploi, de notre industrie nucléaire dans un contexte mondial de développement du nucléaire civil (Chine, Inde, Brésil, etc.). Est-ce bien raisonnable,



d'autant plus que les pays qui ont pris la décision de sortir du nucléaire, ne savent pas aujourd'hui comment faire pour revenir sur cette décision ?

Par ailleurs, pour répondre aux besoins croissants des Français et éviter une programmation des coupures, il va falloir construire de nouvelles centrales. Tout ce qui ne sera pas produit par le nucléaire le sera, dans la conjoncture actuelle, par du gaz provenant pour une part importante de Russie. En effet, les énergies renouvelables ne sont pas capables de répondre à cette demande dans les meilleures conditions. Mais, la combustion du gaz produit des gaz à effet de serre. Dans l'hypothèse d'une sortie du nucléaire, nous nous dirigerions donc vers un doublement de la production de gaz à effet de serre de la filière électrique française, alors que toutes les données scientifiques nous confirment que nous devrions avoir l'objectif de diviser par 4, nos émissions de ces gaz d'ici 2050. Alors que nous condamnons la non-ratification du protocole de Kyoto par le Président des Etats-Unis, comment pourrions-nous envisager logiquement de faire pire que lui ?

Enfin, avec l'hydraulique, le nucléaire offre un coût du kWh meilleur marché. Cet avantage nous permet d'asseoir le droit à l'énergie pour tous sur des bases technologiques solides et stables (le prix de l'uranium joue peu sur le coût du kWh). Ne serait-ce que sur ce seul aspect du droit à l'énergie des plus démunis, nous nous devons d'être

intransigeants. Une décision de moratoire sur les réalisations de nouveaux réacteurs remettrait en cause notre orientation pour la construction d'une autre réalité sociale. Elle serait handicapée par des pertes d'emplois très qualifiés, des tarifs de l'électricité plus élevés et un combat en recul contre le réchauffement climatique. Concernant l'arrêt éventuel de Fessenheim, il convient

de souligner que l'Autorité de sûreté et son appui technique indépendant (l'IRSN) surveillent avec vigilance le vieillissement de toutes les installations nucléaires. Rien dans leur analyse de la sûreté des réacteurs de Fessenheim ne permet de penser qu'ils sont devenus dangereux. Est-ce que pour nous engager vers un développement durable, nous devons casser des installations qui sont utiles et remplissent encore leurs fonctions dans des conditions acceptables ? Ce serait un gaspillage que, par ailleurs, nous condamnons. Fessenheim n'a que 30 ans et tous les pays du monde, comme nous, agissent pour prolonger la durée de vie de leurs réacteurs, par souci de rentabilité sociale, d'économie des investissements lourds et des ressources de matières premières. Pourquoi, à propos du nucléaire, devrions-nous faire le contraire de ce que nous recommandons ?

En fait, les antinucléaires veulent un deuxième pas symbolique (après l'abandon de Superphénix en 1997) vers la sortie du nucléaire, quitte à renoncer aux principes qu'ils affichent par ailleurs.

Face aux contraintes imposées par le réchauffement climatique et l'épuisement prochain des hydrocarbures les plus facilement exploitables, la politique énergétique de la France doit s'appuyer sur la diversité énergétique dans laquelle le nucléaire est indispensable. Un Parti comme le nôtre se doit de dire la vérité sur cette réalité.

Coup de cœur

Michel ONFRAY La puissance d'exister

Introduction passionnante à son œuvre philosophique, « la puissance d'exister » de Michel ONFRAY s'ouvre par une préface d'une cinquantaine de pages, dans lequel il revient, par un récit autobiographique inattendu, sur l'épisode fondateur de sa « vision du monde » : à savoir son séjour, à l'adolescence, dans un pensionnat dirigé par des prêtres salésiens. « Cette préface donne les clés, dit-il, d'une opération de survie qui dure depuis l'orphelinat. Serein, sans haine, ignorant le mépris, loin de tout désir de vengeance, indemne de toute rancune, informé sur la formidable puissance des passions tristes, je ne veux que la culture et l'expansion de cette « puissance d'exister » – selon l'heureuse formule de Spinoza ». Car « son art codifié guérit les douleurs passées, présentes et à venir ».

Après avoir écrit une trentaine de livres, publiés en vingt langues, Michel ONFRAY, à l'invitation de la Bibliothèque Nationale de France a donné, en trois conférences, une synthèse de sa proposition philosophique hédoniste qu'il rassemble ici, en une suite bien articulée de chapitres : une « contre-histoire alternative » de la philosophie - objet de son cours à l'Université Populaire de Caen - une « éthique élective », une « esthétique cynique », une « bioéthique prométhéenne », une « érotique solaire » et une « politique libertaire ».

Dans ce dernier chapitre, « politique libertaire », il souligne ainsi « qu'il existe toujours une gauche qui n'a pas trahi et reste fidèle aux idéaux d'avant l'exercice du pouvoir [...] La souveraineté populaire, la défense des miséreux et des sans-grade, le souci du bien public, l'aspiration à la justice sociale, la protection des minorités, restent des idéaux défendables », pour mieux affirmer que : « les idées existent qui permettent de résoudre des problèmes contemporains posés à la gauche sur les terrains éthiques, politiques, économiques ».

Michel ONFRAY rassemble donc dans cet essai tous les fondamentaux de sa pensée, en une véritable synthèse de ce chantier philosophique que l'auteur de « La sculpture de soi » s'est choisi à l'ombre de Nietzsche et des penseurs matérialistes ou libertins. Cette belle introduction à son œuvre, si elle ne dispense en aucune manière de lire les précédents ouvrages du philosophe, constitue une saisissante « cartographie du réel », et comme un guide solide pour cheminer dans l'existence, avec l'objectif d'accéder aux « sérénités effectives ». Plus que jamais, avec lui, « la philosophie peut être une thérapie. Tant mieux si on y fabrique du sens, si on y fabrique du lien social, si on rencontre des gens qui ne désespèrent pas ! ».

JY MARTIN

M. ONFRAY, « La puissance d'exister : manifeste hédoniste », Grasset, 2006, 230 pages.



Exposition...



LE CORBUSIER

Un homme à sa fenêtre
Au Musée des Beaux-Arts de Nantes, l'exposition « **Le Corbusier, un homme à sa fenêtre** », permet de dégager quelques perspectives

dans l'extrême diversité de son œuvre : tableaux, sculptures, maquettes, dessins, ouvrages, plans et tapisseries. En invitant à une « **promenade architecturale** », elle propose au public de découvrir le créateur de la Maison Radiouse de Rezé, ce « **village vertical** ». Une sélection d'auteurs contemporains qui lui font référence est également présentée : Blaise DRUMMOND, Simon STARLING, Tom SACHS...

« **C'est une loi de biologie humaine cela ; la case carrée, la chambre, c'est la propre et utile création humaine, cette fenêtre derrière laquelle le bonhomme est planté, c'est un poème d'intimité, de libre considération des choses. Un million de fenêtres dans l'azur. C'est ici que la féerie commence** ». (LE CORBUSIER, 1937)

Du 20 octobre 2006 au 8 janvier 2007, tous les jours sauf mardi, 10h-18h et nocturne le jeudi 22h. Musée des Beaux-Arts de Nantes. Tarifs : 3,50 €, 2 €. Renseignements : 02 51 17 45 00.

Lire

L'Extrême Gauche plurielle

Attention, pamphlet ! Sous les apparences de l'érudition académique, bardé de références universitaires, cet ouvrage sur un sujet d'une brûlante actualité, est en fait une charge contre tous les héritiers de la pensée radicale, en dehors d'un PC évidemment « ringardisé », même plus bon pour un acharnement post-mortem. L'éditorialiste du Point ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui décerne des louanges suspectes à ce livre qui fut d'abord une note rédigée pour la Fondation Saint-Simon. Dissoute en 1999, estimant son œuvre accomplie, elle reprend donc ici du service. Pourquoi ?

À cause d'une crainte et du constat que : « **la fin du communisme n'a pas été**

suivie d'une victoire du libéralisme politique et économique, mais au contraire, du développement de nouveaux mouvements de critique sociale dont beaucoup revendiquent encore un changement radical du monde, même s'il ne lui donnent plus le vieux nom de révolution ». Il s'agit dès lors d'étudier cette

« **extrême gauche plurielle** », des trotskismes et maoïsmes variés, et de l'altermondialisme ambiguë. La crainte ? « **On est en droit de se demander si, comme le croyait F.Furet, « la Révolution française est terminée », lui qui « ne proposait pas seulement**



Philippe Raynaud
L'extrême gauche plurielle
Entre démocratie radicale et révolution

une simple dénonciation du stalinisme, mais aussi une critique de l'illusion révolutionnaire ». Cependant, « **Furet n'annonçait nullement la disparition définitive de toute aspiration utopique à une société « autre »** ». Analysant donc à nouveaux frais « l'avenir d'une illusion », l'auteur affirme faire « **le pari de prendre la gauche radicale au sérieux** », ce qui n'est rien moins qu'évident. Il présente d'abord « **une analyse des revendications et des thèmes de mobilisation sur lesquels se construit la gauche radicale d'aujourd'hui** », et propose ensuite « **une dis-**

ussion critique de quelques auteurs importants qui s'efforcent de fonder leurs engagements », successivement : D.Bensaïd, T.Negri et M.Hardt, A.Badiou et E.Balibar.

Un jeu de massacre pour arriver à cette conclusion qui n'est pas franchement un scoop : « **l'exception française de « tous ces nostalgiques de la politique révolutionnaire « serait » essentiellement négative : elle se fait contre le « libéralisme »** ».

A lire avec précaution donc, mais très utile néanmoins pour être un peu mieux armé.

JY MARTIN

P.Raynaud, L'extrême gauche plurielle : Entre démocratie radicale et révolution, Edition Cevipof, Autrement, 2006, 17 €, 199 p.

près de vous

EDF

La solidarité doit jouer

Participant au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'Union Départementale des Conseils Communaux d'Action Sociale, Yves BLAIS et Michel LUCAS ont alerté les participants sur le fait que depuis sa privatisation partielle EDF remettait progressivement en cause les systèmes de solidarité mis en place pour aider les familles en difficulté qui ne peuvent pas payer leurs quittances d'électricité.

ANECR

André CHASSAIGNE élu Président

A l'occasion d'une rencontre nationale tenue les 14 et 15 octobre à Tours, à laquelle participaient Marc JUSTY, Hubert FAIVRE-PIERRET, Michel LUCAS, Raymond LANNUZEL, Véronique MAHE et Jean-Yves ROMAND, le Conseil national de l'ANECR a élu André CHASSAIGNE, Député du Puy-de-Dôme, Maire de Saint-Amant-Roche-Savine, Président de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains.

Finances locales

Un car pour Paris

L'ANECR organise une grande manifestation nationale à Paris, samedi 18 novembre, contre l'étranglement financier des collectivités et pour exiger des moyens nouveaux pour répondre aux besoins en matière d'urgence sociale, de services publics, de développement des territoires. Départ en car prévu.

Michel GUILLET

« N'appliquez pas la loi scélérate ! »

Au dernier Conseil municipal, Michel GUILLET s'est élevé contre la participation de sa commune au paiement des frais scolaires des enfants scolarisés dans des écoles privées, à l'extérieur de Missillac. « **Avant d'être scolarisés dans des écoles extérieures à la commune, les enfants des écoles publiques doivent demander une dérogation au Maire** » a constaté l'élu communiste. La loi de 2005, votée par la majorité de droite, exempte les enfants des écoles privées d'une telle obligation. « **Les parents qui font le choix du privé n'ont pas de comptes à nous rendre, pourtant tous les contribuables missillacais doivent payer l'addition** » s'est indigné l'élu local qui a demandé au Conseil municipal, comme l'ont fait de nombreux élus, particulièrement dans les communes rurales « **d'entrer en résistance et de ne pas appliquer cette loi injuste et scélérate** ».

L'activité

■ Saint-Nazaire

Le dernier diéséliste français condamné à disparaître ?

La veille de leur Comité central d'entreprise qui devait se tenir à Villepinte, les salariés de la SEMT Pielstick ont manifesté jusqu'à la sous-préfecture pour faire part au représentant de l'Etat de leurs vives préoccupations sur le devenir de leur outil de travail. Rachetée par MAN, l'entreprise de Saint-Nazaire se voit progressivement transformée en un simple atelier de montage et d'expédition des moteurs allemands. L'intersyndicale remarque que rien ne justifie une telle stratégie car le dernier diéséliste français (600 salariés) dégage de très bons résultats financiers. Elle souligne le caractère stratégique de la société, « **un des principaux fournisseurs de moteurs pour la marine nationale et de moteurs d'ultime secours pour les centrales nucléaires** ». Christian SAULNIER, Président du groupe des élus communistes de Saint-Nazaire, Roger DAVID, Maire de Saint-Malo de Guersac (ancien de Pielstick), ont assuré les manifestants de leur solidarité active.



Nantes

Solidaires du combat de Mumia

A l'occasion de la 4^e journée mondiale pour l'abolition de la peine de mort, les élus communistes de Nantes ont proposé un vœu, constatant que « **74 pays la maintiennent et 20 000 personnes attendent actuellement dans le monde, leur exécution** ». Ils ont tout particulièrement insisté sur la situation de Mumia Abu-Jamal qui est depuis 1981, « **victime de procédures judiciaires bâclées et truquées** ». Après vingt ans passés dans les couloirs de la mort et deux condamnations reportées grâce à la mobilisation internationale, ce citoyen américain est devenu un symbole pour des centaines de milliers de personnes dans le monde. En Europe, ont rappelé les élus communistes, de « **grandes villes telles que Venise et Palerme ont fait de Mumia Abu-Jamal un citoyen d'honneur... En Amérique du Nord, c'est le cas pour les villes de San Francisco et Montréal. En France les villes de Bobigny, Pantin et Valenton ont également franchi ce pas** ». A l'unanimité, l'Assemblée nantaise a exprimé « **sa solidarité avec Mumia Abu-Jamal dont le combat pour la justice, contribue à faire grandir l'idée d'une abolition universelle de la peine de mort** » et « **considérant la peine de mort comme une violation des droits humains, s'engage à promouvoir l'idée de son abolition universelle** ».



Conseil général

Jean-Louis LE CORRE propose des locaux pour les SDF

En concertation avec le Président du Conseil général, Jean-Louis LE CORRE, vice-Président délégué au Droit au logement a proposé de mettre à disposition du Préfet les locaux de l'ancienne Clinique de la Haute Forêt pour abriter les sans-abri pendant la période hivernale. Au deuxième semestre 2007, débutera en ces lieux, la construction d'une Cité Universitaire où logeront 160 étudiants. Ne pourrait-on pas faire de même avec les casernes nantaises disponibles comme Mellinet et Richefont qui sont en partie inoccupées ?

Savenay

Yannick CHENEAU « Qui pollue paie ! »

En effectuant des travaux de terrassement pour la nouvelle route reliant la place Beau Soleil à la rue de Nantes, les ouvriers ont découvert une importante zone polluée. Il faudra traiter environ 650 tonnes de terre souillées par des hydrocarbures avant de poursuivre les aménagements et retarder l'ouverture de la nouvelle surface commerciale. Au Conseil municipal, Yannick CHENEAU a demandé que la commune se retourne contre l'ancien propriétaire indélicat et applique « **le principe du pollueur payeur** ». Même si avoir de quoi payer ne signifie pas avoir le droit de polluer...

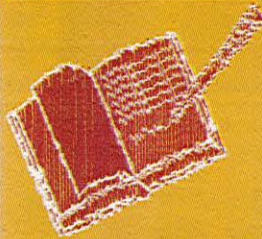
Conseil régional

Soutenir Airbus et contrôler les fonds publics

Airbus a été au centre des débats vendredi 20 octobre. Philippe DENIS, Président du groupe communiste a affirmé son soutien au lancement du projet Techno-Campus-EMC2 à Nantes « **un atout pour l'avenir et pour l'emploi** ». Ce projet de recherche sur les matériaux composites de haute technicité, devrait intéresser Airbus mais aussi nombre de filières comme la navale, l'automobile, la navigation de plaisance, les éoliennes, le bâtiment, l'industrie ferroviaire... L'élu a toutefois tenu à préciser « **qu'Airbus n'est pas qu'un enjeu régional, c'est tout le devenir de la politique aéronautique nationale et européenne qui est en question** ». Il a donc placé chacun devant ses responsabilités. « **Rien ne se fera sans une politique volontariste de l'Etat aujourd'hui muet sur la question, alors que chacun sait que tous les sites aéronautiques sont dépendants et relèvent d'une maîtrise nationale de l'aéronautique civile...** » « **Il est plus que temps, a-t-il poursuivi, de réengager l'industrie aéronautique et spatiale dans une autre logique que celle de la recherche de la rentabilité financière...** ». En 2002, Noël FORGEARD, le directeur, déclarait « **je me réjouis d'avoir économisé 1 milliard sur les investissements pour satisfaire les actionnaires** ». Quatre ans plus tard, on en connaît les conséquences... » Le groupe communiste régional a proposé, une nouvelle fois, de créer « **une commission régionale d'attribution, d'évaluation et de contrôle de l'utilisation des fonds publics octroyés aux entreprises** ». Cette commission pourrait selon eux « **associer des représentants de l'Etat, des représentants des organisations syndicales représentatives des salariés et du patronat et des membres du Conseil Economique et Social Régional** ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Jeudi 2 novembre: Assemblée des communistes de Savenay.

Jeudi 2 novembre: Comité local de la section de Brière à 18h30, salle des associations à St-Joachim.

Jeudi 2 novembre: Assemblée des communistes de Blain à 20h30, cour Mortier, 1 rue du 11 novembre à Blain.

Vendredi 3 novembre: Réunion du collectif unitaire et populaire de Rezé, 20h30, salle Jean Jaurès, 40 rue Jean Jaurès à Rezé.

Mardi 7 novembre: Réunion constitutive du collectif unitaire de Doulon à 18h30, mairie annexe de Doulon à Nantes.

Mercredi 8 novembre: Réunion du collectif d'union populaire de St-Nazaire, 20h Maison des associations à St-Nazaire.

Mercredi 8 novembre: Comité local de la section de Nantes à 18h30, Fédération du PCF 40 rue des Olivettes à Nantes.

Jeudi 9 novembre: Assemblée générale de section de St-Nazaire, 17h45 salle Bienvenue à St-Nazaire.

10 et 11 novembre: Consultation des communistes sur le choix de la candidature à la présidentielle.

Jeudi 16 novembre: Comité local de la section de St-Nazaire à 18h au siège 18 rue des Halles à St-Nazaire.

Samedi 18 novembre: Fête de la section Loire et Sèvre à partir de 18h30, salle Marcel Paul à Basse-Goulaine.

■ 65^E ANNIVERSAIRE DE LA FUSILLADE DE CHÂTEAUBRIANT ENTRE DEVOIR DE MÉMOIRE ET RECUEILLEMENT.

2006 aura été particulièrement marquée par l'inauguration à Châteaubriant du Musée de la Résistance, situé à l'entrée de la Carrière où furent fusillés les otages. Beaucoup de personnalités et d'élus parmi lesquels des représentants de la ville de Paris, de Nantes, le Maire de Châteaubriant, le sous Préfet de Châteaubriant, le Député de la circonscription, des Conseillers généraux et régionaux, étaient présents. De nombreuses personnes s'étaient également déplacées de la région parisienne et du département pour vivre un moment fort dans le travail de mémoire réalisé depuis des décennies par l'Amicale nationale Châteaubriant-Voves-Rouillé, présidée par Odette NILES.

Lors des interventions, de Gilles BONTEMPS, Président des Amis du musée, d'Odette NILES, Présidente de l'Amicale, l'importance de ce musée fut particulièrement démontrée dans ce lieu où sonnent encore des balles nazies qui fusillèrent des français militants de la CGT et du Parti Communiste. « Il s'agit maintenant de donner à ce lieu les moyens de contribuer pleinement à faire vivre le devoir de mémoire, ce que fut cette période de notre histoire pour qu'elle ne se renouvelle pas » devait dire Gilles BONTEMPS.

Indre, Nantes, Châteaubriant, trois lieux où le souvenir des otages, traverse les années.

Malgré les conditions climatiques difficiles, des milliers de personnes ont rendu durant ce week-end, hommage aux fusillés.

A Nantes, le vendredi soir, la veillée organisée par le Comité départemental du Souvenir qui avait pour thème « que c'est beau la vie », a connu le succès que chacun lui reconnaît au fil des années.

A Indre, dimanche matin, le Comité local du Souvenir a rendu hommage, en présence des élus locaux, à ses quatre résistants.

A Châteaubriant, sous un ciel déchaîné, ce sont 1500 personnes qui ont suivi les cérémonies de ce 65^{ème} anniversaire en présence de représentants nationaux de la CGT, du Parti Communiste, de la FNDIRP, et du Préfet de région. L'évocation artistique intitulée « les forges de l'espérance », a conclu un après-midi qui, comme tous les ans, a su allier dans un même sentiment, hommage et espérance.



■ NÉCROLOGIE

Henri SERRESSEQUES, camarade fidèle à ses convictions communistes, vient de s'éteindre le 17 octobre à l'âge de 83 ans. Il laisse à ses amis et camarades de la cellule Guy Moquet de Nantes, un souvenir inscrit dans la mémoire collective de la cellule.

Notre camarade Sully NOURRY de Saint-Herblain vient de nous quitter. Tous ceux qui le connaissaient, gardent le souvenir d'un homme juste et attachant. Nous adressons à sa femme Roselyne et son fils Samuel, nos plus sincères condoléances et toute notre amitié.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

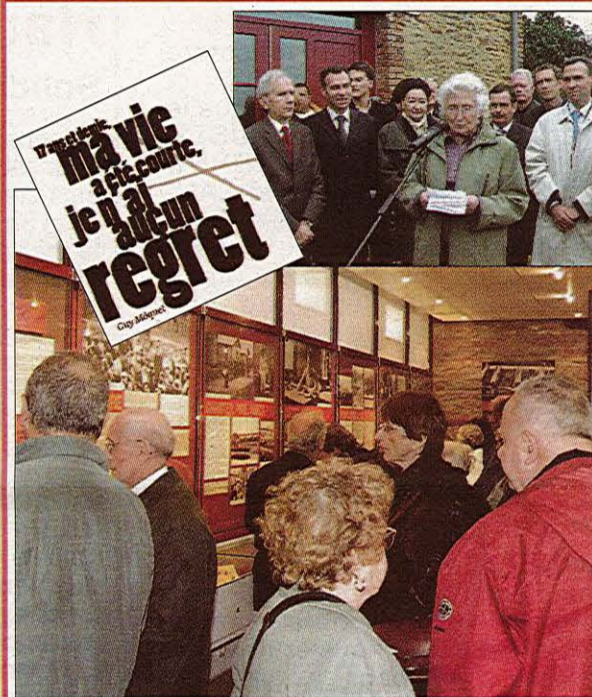
Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



En images



Devant une assistance garnie, une nouvelle étape pour la mémoire a été franchie avec l'inauguration, en présence de nombreuses personnalités, du Musée de la Résistance à Châteaubriant le 21 octobre 2006



Ouvrons-la !!

Et ils disent, liberté...

Il est des pays comme la France ou la République Tchèque où les gouvernements n'aiment pas les jeunes et surtout pas ceux qui se battent contre le capitalisme et ses conséquences sur la liberté des peuples, sur les conditions de vie des gens et sur le bien commun. Nous avons appris la semaine dernière que le ministre de l'intérieur tchèque avait prononcé la dissolution de l'organisation de jeunes communistes tchèques KSM. Cette décision a soulevé une énorme protestation et le soutien des organisations de jeunesse, des partis poli-

tiques démocratiques et d'associations tant en République Tchèque qu'à l'étranger. Porter des valeurs telles que la paix, la justice sociale, la solidarité et la citoyenneté est devenu un délit dans ce pays. Le gouvernement de droite a décidé de durcir sa politique vis-à-vis de toute opposition, il vient d'interdire à des jeunes progressistes de s'organiser, de défendre des idées et de mettre en avant une autre vision de la société et du monde. La méthode utilisée est plutôt radicale, complètement antidémocratique et liberticide: « à moins de changer de programme et de renier son identité communiste, le KSM sera déclaré illégal ! » Il est grand temps que les institutions européennes et les responsables

politiques des pays membres, interviennent et agissent à leur tour pour faire respecter les libertés fondamentales, le silence serait un consentement! La droite tchèque et européenne veut imposer son modèle de société capitaliste, non plus par le débat d'idées mais par la force. Interdire au peuple, à sa jeunesse, le droit d'association et d'expression, est depuis toujours, le moyen qu'ont les régimes autoritaires pour imposer leur pouvoir. C'est une situation préoccupante pour la démocratie en Europe. Le renforcement des politiques sécuritaires, la montée des

nationalismes et de l'extrémisme de droite dans l'Union Européenne, est bien le symptôme d'un malaise politique et social, grave. Les politiques menées par l'Union européenne génèrent partout en Europe des inégalités, des injustices, des exploitations qui plongent les peuples dans le doute, dans le repli sur soi et malheureusement dans le vote réactionnaire. Il est urgent de remettre la liberté, la solidarité, la coopération et le progrès social au cœur des décisions européennes avec pour objectif de changer la vie des citoyens. C'est ça le plan B!

